

Pauline GROSSET¹



LES DILEMMES DE SÉCURITÉ DE LA CORÉE DU SUD FACE AUX NOUVELLES DYNAMIQUES INTERNATIONALES : UNE APPROCHE STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIQUE

Résumé : L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a bouleversé le paysage géopolitique mondial, et la Corée du Sud n'a pas été épargnée. Face aux nouvelles dynamiques internationales, la Corée du Sud, réelle puissance économique, doit aujourd'hui évaluer son rôle sur les scènes régionale et internationale. La Corée du Sud est particulièrement confrontée à la menace grandissante de la Corée du Nord, mettant en exergue l'application d'un dilemme de sécurité. Par ailleurs, Séoul fait face à une politique extérieure de plus en plus agressive de la Chine. Dans cette optique, le pays ne doit pas se laisser enfermer dans la compétition économique sino-américaine.

Mots-clés : Géopolitique, Relations internationales, Asie, Corée, Chine, Japon, États-Unis, dilemme de sécurité, arme nucléaire, économie, réunification.

SECURITY DILEMMAS OF SOUTH KOREA IN FRONT OF THE NEW INTERNATIONAL DYNAMICS: A STRATEGIC AND DIPLOMATIC APPROACH

Abstract: *Russia's invasion of Ukraine in February 2022 shook up the global geopolitical landscape, and South Korea was not spared. Faced with new international dynamics, South Korea, a real economic power, must today assess its role on the regional and international scenes. South Korea is particularly confronted with the growing threat from North Korea, highlighting the application of a security dilemma. Seoul is also facing an increasingly aggressive foreign policy from China. With this in mind, the country must not allow itself to be caught up in Sino-American economic competition.*

Key words: *Geopolitics, International relations, Asia, Korea, China, Japan, United States, security dilemma, nuclear weapon, economy, reunification.*

1. Diplômée en Sciences politiques et Relations internationales, elle est spécialiste de la Corée et vit actuellement à Séoul (Corée du Sud).

LA PÉNINSULE CORÉENNE EST LE THÉÂTRE DE TENSIONS GÉOPOLITIQUES depuis des décennies. Divisée entre le Nord et le Sud depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, cette région a été le symbole même de la guerre froide jusqu'à la dissolution de l'Union soviétique en 1991. Cependant, ces tensions ont pris une dimension particulière dans le contexte du nouveau climat de guerre froide qui s'est instauré sur la scène mondiale. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, le paysage géopolitique a été bouleversé, marquant une montée des confrontations entre les grandes puissances. Dans ce contexte, la péninsule coréenne se trouve confrontée à des défis considérables, exacerbés par la course aux armements lancée par Pyongyang et les réalignements stratégiques dans la région asiatique. Ce nouveau contexte géopolitique soulève des questions cruciales sur l'avenir de la Corée du Sud et ses stratégies d'adaptation face à ces défis.

La thématique du réajustement de la Corée du Sud face au nouvel environnement de guerre froide s'impose à l'observateur, notamment en raison de l'opération spéciale russe en Ukraine depuis février 2022 et la course aux armements lancée par Pyongyang. Nous aborderons plusieurs axes, notamment le réajustement diplomatique, militaire et économique, ainsi que la question stratégique de la réunification de la péninsule coréenne.

Réajustement diplomatique de la Corée du Sud

Quelle place pour la Corée du Sud sur la scène internationale ? Sur la scène régionale ?

Z. Brzeziński, dans son ouvrage *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*², qualifiait d'un point de vue exclusivement occidental, la Corée de pivot géopolitique crucial, c'est-à-dire un État dont l'importance tient moins à sa puissance réelle et à sa motivation qu'à sa situation géographique sensible et à sa vulnérabilité potentielle, laquelle influe sur le comportement des acteurs géostratégiques.

Or l'agression russe en Ukraine a constitué un test révélateur sur la manière dont la Corée du Sud conçoit son rôle international. Selon Scott Snyder³, en cas de crises régionales en dehors de sa zone, la Corée du Sud a généralement adopté une

2. Brzeziński Zbigniew, *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde (The Grand Chessboard: American Primacy and Its Geostategic Imperatives)*, Paris, Bayard, 1997.

3. Snyder Scott, « Russia's Invasion of Ukraine and Implications for the Korean Peninsula », *Council on Foreign Relations*, <https://www.cfr.org/blog/russias-invasion-ukraine-and-implications-korean-peninsula>, consulté le 19 novembre 2023 ; vr. également Snyder Scott, *The United States—South Korea Alliance: Why It May Fail and Why It Must Not*, New York, Council on Foreign Relations Book, 2023

approche discrète, privilégiant la protection de ses intérêts économiques particuliers tout en faisant le minimum d'efforts nécessaires pour satisfaire les demandes et les attentes des États-Unis. Or le profil international de la Corée du Sud n'a cessé de croître depuis 2014. La Corée du Sud fait aujourd'hui partie des dix premières économies mondiales et a été invitée à se joindre aux puissances du G7 à Hiroshima en 2023. En tant que protagoniste international de premier plan, on attend de la Corée du Sud qu'elle tienne le cap plutôt que de se mettre à l'abri face à une action internationale concertée. Plus important encore, l'opinion publique sud-coréenne attend de plus en plus du gouvernement qu'il soit à l'avant-garde, avec les autres dirigeants mondiaux, pour faire respecter les normes internationales telles que l'inviolabilité des frontières territoriales. Or, il convient de noter que la Corée du Sud n'a déclaré de sanctions qu'au moment de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en collaboration avec les mesures prises par les États-Unis et l'Union européenne. De plus, et contrairement au Japon, la Corée du Sud a choisi de ne pas imposer de sanctions supplémentaires.

La Corée du Sud a désormais la capacité de faire entendre sa voix non seulement sur la scène mondiale, mais avant tout sur la scène régionale asiatique. Située géographiquement entre des puissances mondiales telles que la Chine, la Russie et le Japon, la Corée du Sud est au centre d'un environnement stratégique complexe. De par son histoire marquée par la domination chinoise et la colonisation japonaise, la Corée du Sud possède le potentiel de devenir un acteur de premier plan influent en Asie, et notamment pour les nations d'Asie du Sud-Est, dont la majeure partie sont d'anciennes colonies. Séoul pourrait même dépasser Tokyo, étant donné la perception négative de l'ancien colonialisme japonais en Asie. En effet, le passé insulaire nippon et même son système démocratique actuel tendent à séparer Tokyo du reste de la région, malgré l'émergence récente de démocraties dans plusieurs pays asiatiques. De nombreux asiatiques considèrent le Japon non seulement comme une nation égoïste, mais lui reprochent aussi de trop vouloir copier le modèle occidental et de refuser de remettre en cause avec eux l'opinion de l'Ouest sur les droits de l'homme et sur l'importance de l'individualisme. La Corée du Sud a ainsi sa carte à jouer sur la scène régionale.

et Snyder Scott, *South Korea at the Crossroads: Autonomy and Alliance in an Era of Rival Powers*, New York, Council on Foreign Relations Book, 2020.

Quid du rapprochement diplomatique avec Tokyo ?

La question est de savoir s'il est réellement dans l'intérêt de Séoul de se rapprocher de Tokyo, alors que la péninsule coréenne était sous le contrôle du Japon de 1910 jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945. Cette période a laissé un héritage de ressentiment et de méfiance envers le Japon en Corée du Sud, encore palpable aujourd'hui. Dans cette optique, l'initiative de rapprochement entreprise par Yoon Suk-Yeol, actuel président de la Corée du Sud, avec Tokyo suscite des réticences chez une portion non négligeable de la population sud-coréenne, particulièrement concernant les questions mémorielles, en particulier celles liées aux « femmes de réconfort ». De plus, des différends territoriaux stratégiques entre la Corée du Sud et le Japon subsistent, notamment en ce qui concerne les rochers Liancourt, connus sous le nom de Dokdo en coréen ou de Takeshima en japonais.

D'un point de vue économique, il est évidemment dans l'intérêt de Séoul de se rapprocher de Tokyo en raison des échanges commerciaux significatifs ainsi que des investissements croisés dans divers secteurs dans l'ensemble asiatique en voie d'intégration multilatérale. Néanmoins, d'un point de vue diplomatique, le rapprochement entre les deux nations est principalement motivé par le contexte régional, marqué par la montée en puissance de la Chine et les menaces émanant de la Corée du Nord. De plus, c'est sous l'impulsion américaine que le rapprochement entre le Japon et la Corée du Sud est encouragé. Le Japon et la Corée du Sud sont les deux piliers militaires des États-Unis en Asie de l'Est, avec des milliers de soldats américains stationnés. Rappelons que la série d'accords bilatéraux, politiques et militaires qui définissent la relation avec le Japon fait de ce pays un protectorat et lie étroitement son économie aux États-Unis. Selon Z. Brzezinski, le Japon possède les moyens de peser sur la politique internationale. Toutefois, depuis les années cinquante, la politique étrangère au Japon est fondée sur quatre principes fondamentaux proclamés par le Premier ministre d'alors, Shigeru Yoshida. La doctrine Yoshida prévoyait que :

- 1) le développement économique devrait être l'objectif principal du Japon ;
- 2) le Japon devrait être faiblement armé et éviter tout engagement dans les conflits internationaux ;
- 3) le Japon devrait se conformer à la domination politique des États-Unis et accepter leur protection militaire,
- 4) la diplomatie japonaise ne devrait pas relever d'une idéologie particulière, mais se concentrer essentiellement sur une coopération internationale.

En outre, toute velléité d'asseoir sa prépondérance aurait réveillé la défiance et l'hostilité de ses voisins. Dès lors, la politique effacée du Japon conférerait aux États-Unis un rôle central dans la sécurité en Extrême-Orient. Mais le Japon possède aujourd'hui le potentiel nécessaire pour rapidement devenir un joueur géostratégique. Il est donc devenu impératif, pour les États-Unis, de maintenir ses relations avec le Japon, non pas en gardant l'œil sur sa politique étrangère, mais en cultivant avec attention la retenue internationale de ce pays. Assurément, l'affaiblissement des liens politiques américano-japonais aurait un impact direct sur la stabilité régionale.

Enfin, il est important de souligner que Pékin ne voit pas d'un bon œil le rapprochement entre le Japon et la Corée du Sud. Et il n'est aucunement dans l'intérêt de Séoul de se mettre Pékin à dos, un partenaire commercial crucial. Vis-à-vis de la Chine, la Corée du Sud fait partie d'une politique qui consiste à consolider les flancs afin de se concentrer avec efficacité sur l'objectif central. Selon Z. Brzeziński, si l'on considère l'histoire de la Corée et les sentiments nationaux, un compromis sino-coréen contribue en soi à réduire le rôle potentiel du Japon dans la région et jette les fondements du rétablissement de relations plus traditionnelles entre la Chine et la Corée. Mais surtout, la progression pacifique de l'influence chinoise dans la région facilite la poursuite de l'objectif central, celui de réduire la puissance régionale des États-Unis.

Quelle approche adopter avec la Corée du Nord ?

Maintenir une politique cohérente de long terme envers la Corée du Nord est particulièrement difficile en raison de la profonde division au sein de la Corée du Sud concernant les relations avec Pyongyang. Les partisans libéraux tendent à favoriser le maintien des liens avec la Corée du Nord, comme le démontre le mandat de Moon Jae-In (2017-2022) marqué par plusieurs rencontres et la mise en place d'une ligne directe pour éviter les conflits accidentels, tandis que le parti conservateur exprime son opposition au régime nord-coréen. Le retour au pouvoir du parti conservateur mené par Yoon Suk-yeol en 2022 s'est accompagné d'une réapparition et d'une intensification des tensions intercoréennes.

Or, du point de vue de Séoul, il est impératif de développer une stratégie à long terme envers la Corée du Nord pour favoriser la stabilité de la péninsule. En ce sens, l'approche doit cultiver une certaine indépendance vis-à-vis de la position des États-Unis concernant le régime nord-coréen. La Corée du Sud doit être autonome dans ses décisions, indépendamment de l'orientation politique des différents présidents américains tels que Joe Biden et avant lui Donald Trump, Barak Obama, George W. Bush, etc.

Réajustement militaire

Une indépendance militaire vis-à-vis des États-Unis est-elle possible ?

Une indépendance militaire sud-coréenne vis-à-vis des États-Unis semblait être possible sous la présidence de Moon Jae-in, qui a engagé des réformes militaires visant à améliorer rapidement les prouesses technologiques des forces armées tout en se préparant à une réduction considérable du nombre de conscrits, la population du pays vieillissant rapidement et diminuant en raison de son faible taux de natalité. La Corée du Sud essaye alors de se doter d'une capacité plus forte et indépendante qui la prépare mieux aux éventualités vis-à-vis de la Corée du Nord, mais aussi à l'abandon potentiel des États-Unis, à la menace croissante de la Chine et à la méfiance grandissante à l'égard de la militarisation au Japon. Des doutes planent également sur la capacité américaine à demeurer le garant de la sécurité de la région. En outre, le rôle des États-Unis en matière de sécurité est de plus en plus dépendant de la coopération du Japon.

L'arrivée de Yoon Suk-yeol signifie le rétablissement des exercices militaires conjoints avec les États-Unis, suspendus par Séoul en 2018, l'une des premières décisions du président précédent. L'alliance militaire avec les États-Unis, établie en 1953, reste donc aujourd'hui le fondement de la politique étrangère en matière de sécurité. Cela a été illustré lors de la réunion consultative sur la sécurité en novembre 2023, où le secrétaire américain à la Défense Lloyd Austin et son homologue sud-coréen Shin Won-sik ont révisé la Stratégie de dissuasion sur mesure (TDS), un accord sur les stratégies de dissuasion conjointes visant à contrer les armes nucléaires nord-coréennes.

Cependant, il semble que l'on constate une quête d'autonomie stratégique avec une diversification des composantes navale et aérienne de l'armée sud-coréenne, notamment par le lancement de la construction d'une marine océanique. Séoul vise également à renforcer ses capacités de renseignement et de détection grâce à des capacités spatiales, dans le but de se protéger contre d'éventuelles attaques en provenance de la Corée du Nord.

Depuis l'invasion de l'Ukraine, de plus en plus de Sud-Coréens envisagent de soutenir le développement d'armes nucléaires nationales pour contrer les capacités nucléaires et de missiles croissantes de la Corée du Nord. L'Ukraine avait abandonné son arsenal nucléaire post-soviétique en échange de garanties de sécurité, mais la guerre en cours démontre que ces garanties étaient insuffisantes pour protéger la souveraineté et la sécurité du pays.

Le « dilemme de sécurité » coréen

Là réside toute la question du « dilemme de sécurité » développé par John Herz⁴. En l'absence d'autorité supranationale coercitive, chaque État ne peut compter que sur lui-même. Il aura donc tendance à augmenter ses capacités militaires, suscitant ainsi la crainte des autres nations. À chaque fois qu'un État prend des mesures pour assurer sa sécurité, il incite les autres à en faire autant. Ainsi, si un État A augmente ses capacités militaires, l'État B a deux solutions : soit il ne réagit pas et aggrave son insécurité, soit il accroît ses propres moyens militaires et conduit l'État concurrent, par un phénomène de cercle vicieux, à la surenchère. Les relations internationales sont donc marquées par une course aux armements dont il est très difficile de sortir. Comme le rappelle Raymond Aron⁵, les États cherchent à développer leur capacité pour assurer leur survie et leur sécurité, à défendre leur réputation ou à imposer leur idéologie dans l'arène internationale.

En ce qui concerne la péninsule coréenne, le dilemme de sécurité se manifeste à travers deux perspectives distinctes :

- La Corée du Nord perçoit une menace dans les actions de la Corée du Sud, qui a renforcé sa coopération avec les États-Unis et le Japon, alors que son économie et son régime sont fragiles. Dans cette optique, la possession d'armes nucléaires dissuaderait tout État voisin de s'attaquer à elle. Par conséquent, il est dans l'intérêt de la Corée du Nord de maintenir le flou sur sa capacité réelle à posséder des armes nucléaires.

- De son côté, la Corée du Sud se sent menacée par la militarisation croissante de la Corée du Nord ces dernières années, ce qui la pousse à renforcer ses liens avec les États-Unis.

L'opération spéciale russe en Ukraine soulève également un défi auquel la Corée du Sud doit faire face. Ce défi consiste à s'assurer que l'attitude révisionniste de la Russie envers le *statu quo*, où un État doté d'armes nucléaires cherche à retrouver une frontière nationale préexistante, ne crée pas un précédent pour la Corée du Nord. Cette dernière, reconnue également comme un État doté d'armes nucléaires,

4. Herz John, *Political Realism and Political Idealism; A Study in Theories and Realities*, Chicago, University of Chicago Press, 1951 ; vr. également Herz John, *International politics in the atomic age*, New York, Columbia University press, 1959.

5. Aron Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962 ; vr. également, Waltz Kenneth, *Theory of International Politics*, Long Grove, Waveland Pr Inc, 2010 (Waltz Kenneth, chap. "Theory of International Politics", Little Richard (dir.), *The Balance of Power in International Relations*, coll. "Metaphors, Myths and Models", Cambridge, Cambridge University Press, 2007, pp. 167 - 212).

aspire à réviser les frontières au nord de la Corée du Sud. La question se pose donc de savoir si les tentatives de la Russie pour effacer une frontière internationale récente pourraient influencer la Corée du Nord, qui nourrit ses propres ambitions révisionnistes vis-à-vis de la ligne d'armistice qui divise la péninsule coréenne.

De son côté, la Corée du Nord observe attentivement les événements du conflit russo-ukrainien, en particulier la manière dont la Russie a mobilisé ses forces en utilisant des exercices militaires pour dissimuler ses véritables intentions. Malgré son discours « pacifiste » au début de 2022, la Russie a démontré sa capacité à utiliser ces exercices comme une couverture pour des actions hostiles. Pour la Corée du Nord, qui a toujours considéré les exercices militaires américano-sud-coréens comme des provocations, cette situation offre un exemple concret de la façon dont de tels exercices peuvent être utilisés comme précurseurs à une offensive militaire majeure.

La menace nucléaire nord-coréenne

Dans l'hypothèse où la Corée du Nord posséderait réellement l'arme nucléaire et ne serait pas dénucléarisée, la Corée du Sud, le Japon, le Vietnam et Taïwan pourraient avoir la capacité de posséder des armes nucléaires dans un futur proche. Mais il se peut que tout ceci soit un jeu de la part de la Russie, de la Chine et des États-Unis pour maintenir une sorte de *statu quo* sur la péninsule coréenne car il n'est dans l'intérêt de personne, sauf peut-être des Coréens, que la péninsule coréenne soit réunifiée. La Chine peut aider la Corée du Nord à faire des tests et faire peser le doute sur les capacités militaires de Pyongyang. Elle peut également la tenir en main pour l'empêcher de trop en faire et de trop provoquer les États-Unis, ce qui n'est pas dans l'intérêt de Pékin.

L'OTAN soupçonne que si, d'une façon générale, la Chine se conforme aux obligations que lui impose les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations unies visant la Corée du Nord, ses entreprises et ses banques aident les autorités nord-coréennes à échapper aux sanctions en vigueur. Ainsi, en 2017, Beijing a entravé les efforts des États-Unis pour instaurer un embargo pétrolier à l'encontre de la Corée du Nord.

Réajustement économique

Quelle place pour la Corée du Sud au sein de la compétition économique sino-américaine ?

La Chine est le principal partenaire commercial de la Corée du Sud, avec laquelle un accord de libre-échange a été conclu en 2015. En retour, la Corée du

Sud occupe la première place parmi les fournisseurs de la Chine, suivi de près par le Japon. À noter que la Corée du Sud se distingue en étant le premier pays à avoir signé des accords de libre-échange avec les trois principales puissances économiques mondiales : l'Union européenne, les États-Unis et la Chine. Le secteur industriel contribue à environ 35 % du PIB de la Corée du Sud, la proportion la plus élevée parmi les nations développées. Son tissu industriel est organisé autour de grands conglomérats, connus sous le nom de *chaebols*. L'industrie électronique, avec des entreprises de renommée mondiale telles que LG et Samsung, représente actuellement le principal moteur de la croissance économique en Corée du Sud.

La place de la Corée du Sud dans la compétition économique entre la Chine et les États-Unis se concentre particulièrement sur l'industrie des semi-conducteurs. Samsung et la société sud-coréenne SK Hynix sont les premiers mondiaux pour la production des puces mémoire, tandis que la société taïwanaise TSMC domine le secteur non-mémoire et que le Japon abrite certains des principaux producteurs de matériaux semi-conducteurs et fabricants d'équipements du monde.

Les fabricants de semi-conducteurs sud-coréens sont réticents à l'idée d'abandonner leur part de marché en Chine, où ils exportent 60 % de leur production. En 2021, la Corée du Sud a réalisé des exportations de semi-conducteurs, notamment de puces et de cartes mémoires, pour une valeur de 128 milliards de dollars, se positionnant largement en tant que premier producteur mondial dans ce domaine. Ainsi, « la Chine et la Corée du Sud sont devenues des partenaires de coopération avec des intérêts fortement intégrés et des chaînes de production et d'approvisionnement fortement interconnectées », selon Wang Yi, ministre chinois des Affaires étrangères. Il avertit à cet égard son homologue sud-coréen sur la question de la politisation des enjeux économiques et technologiques.

Effectivement, l'initiative « *Chip 4* » a été lancée en mars 2022, faisant partie d'une stratégie des États-Unis visant à renforcer leur accès aux puces vitales et à affaiblir la participation de la Chine, pour des raisons commerciales et de sécurité nationale⁶. Elle est censée regrouper les États-Unis, la Corée du Sud, le Japon et Taïwan et offrir aux gouvernements et aux entreprises un forum pour discuter et coordonner les politiques relatives à la sécurité de la chaîne d'approvisionnement,

6. Lee Jaemin, "The U.S. and its allies want to bring the entire chip supply chain in-house - and that could create an OPEC-style cartel for the digital age", *Fortune*, 28/03/2024, <https://fortune.com/asia/2024/03/28/chip-4-alliance-us-korea-japan-taiwan-semiconductors-china-opec-cartel-for-digital-age> ; vr. également "What is the Chip 4 alliance?", *TRT World*, <https://www.trtworld.com/business/what-is-the-chip-4-alliance-59586>

au développement de la main-d'œuvre, à la recherche et au développement ainsi qu'aux subventions.

Or cette initiative, lancée par Washington, suscite des réticences de la part de Séoul et de Taipei, qui cherchent à maintenir de bonnes relations avec Pékin. La Corée du Sud, le plus réticent des membres potentiels de l'alliance, a exprimé la crainte que l'initiative « n'interfère dans l'équilibre concurrentiel entre certaines des grandes entreprises de puces », par exemple en demandant à des rivaux tels que Samsung et TSMC de partager des technologies entre eux.

Cependant, sous la pression américaine, la Corée du Sud accepte en novembre 2022 de former un groupe de surveillance avec les États-Unis pour contrôler les exportations de biens à double usage (militaire et civil), notamment les puces électroniques avancées. De son côté, le Japon a déclaré le 31 mars 2023 qu'il restreindra ses exportations à partir de juillet 2023 pour plusieurs équipements essentiels à la fabrication de semi-conducteurs de pointe, une mesure que la Corée du Sud n'a pas prise.

Réunification de la péninsule coréenne

L'objectif de réunification est inscrit dans les Constitutions nord et sud-coréenne, bien que les deux pays aient des visions évidemment divergentes sur la manière de parvenir à cet objectif.

La question de savoir si la Corée du Sud doit absorber ou assimiler la Corée du Nord, ou *vice versa*, reste très controversée. Dans le contexte actuel, la Corée du Nord n'est pas encline à une réunification avec la Corée du Sud car cela conduirait à la disparition de son régime. Cette situation peut expliquer en partie l'attitude hostile de la Corée du Nord, craignant pour sa survie en tant qu'entité distincte.

Par ailleurs, les disparités économiques et sociales considérables entre les deux Corées représentent un défi majeur. L'harmonisation de deux systèmes économiques et sociaux très disparates serait une entreprise colossale, nécessitant d'importants investissements et une transition progressive. Cela débiterait par la levée des sanctions économiques contre la Corée du Nord.

En outre, la réunification exigerait une stabilité régionale, ce qui signifie qu'elle nécessiterait des accords non seulement entre les deux Corées, mais également l'approbation et la coopération des puissances régionales et mondiales telles que la Chine, les États-Unis et la Russie. Comme l'indique Zbigniew Brzezinski, la

réunification de la Corée est quasiment vouée à l'échec sans un compromis avec la Chine. En ce qui concerne la relation entre la Chine et la Russie, bien que la Russie semble avoir cédé à l'influence de la Chine, des différends persistent entre eux, en particulier en ce qui concerne les anciennes républiques d'Asie centrale (les « -stan »). Comme évoqué par Ali Laïdi dans *La Chine ou le réveil du guerrier économique*⁷, Moscou voit d'un mauvais œil l'activisme économique de Pékin dans les anciennes républiques d'Asie centrale : Ouzbékistan, Tadjikistan, Kazakhstan, Kirghizistan. La Russie craint d'y perdre son influence, la Chine étant le premier partenaire commercial de ces quatre pays⁸.

Pour les États-Unis, l'objectif est de contrer l'ascension de la Chine et de la Russie. Dès lors, la présence américaine en Corée du Sud (et au Japon) est cruciale pour équilibrer l'influence régionale croissante de la Chine et pour maintenir une stabilité géopolitique en Asie de l'Est. En effet, un changement important dans le statut de la Corée du Sud, que ce soit l'unification du Nord et du Sud ou l'intégration dans la sphère d'influence chinoise, bouleverserait le rôle des États-Unis en Extrême-Orient. Il est donc plausible de suggérer que le conflit entre la Corée du Nord et la Corée du Sud est exploité afin de justifier la présence militaire américaine en Corée du Sud, ce qui facilite la surveillance de Vladivostok et de Pékin. Les États-Unis n'ont donc aucun intérêt à une réunification de la péninsule coréenne.

Il n'est également pas dans l'intérêt de la Chine de parvenir à une réunification de la péninsule coréenne. Une Corée réunifiée, prolongement de l'influence américaine (et indirectement japonaise), lui serait intolérable. La Chine exigerait tout au moins que la Corée réunifiée constitue un État tampon non aligné entre elle et le Japon, dans l'espoir que l'animosité historique de la Corée contre le Japon conduirait les Coréens à intégrer la sphère d'influence chinoise. En outre, une réunification de la péninsule coréenne conduirait inévitablement à une influence pro-américaine aux frontières de la République populaire de Chine, ce que Pékin veut éviter à tout prix. Pour lors, la Chine s'accommode donc parfaitement de la division de la Corée et du statu quo.

Quant au Japon, on peut supposer qu'il trouverait avantage à la réunification de la péninsule coréenne en raison du traumatisme des bombardements nucléaires. Cependant, une réunification pourrait faire émerger une puissance économique

7. Laïdi Ali, *La Chine ou le réveil du guerrier économique*, Arles, Actes Sud, 2023.

8. Grandpierron Matthieu, Réveillard Christophe, « Perspectives inversées des contestations territoriales par la Chine », Grandpierron M., Réveillard C., *La frontière. Espace et limite*, coll. « Géopolitique du XXI^e siècle », Paris, SPM, 2024, p. 177-192.

compétitive menaçant l'économie japonaise, avec d'un côté les ressources minérales et les terres agricoles au Nord, et de l'autre la puissance industrielle et l'innovation technologique au Sud. Ainsi, le Japon, pour préserver ses intérêts, a tout intérêt à s'allier à la Corée du Sud pour « contrer » la Corée du Nord et maintenir le statu quo.

Enfin, la Russie ne trouve aucun avantage à une réunification de la péninsule coréenne en ce que cela conduirait à son encerclement par une influence pro-américaine.

Ainsi, la dynamique entre les États-Unis, la Chine et la Russie concernant la Corée du Nord, en particulier en ce qui concerne ses capacités nucléaires, semble être la meilleure hypothèse envisageable. Comme le soulignait déjà Z. Brzeziński, « l'importance stratégique de la Corée du Sud ne doit pas être sous-estimée, d'autant qu'une Corée réunifiée modifierait l'équilibre régional »⁹. ■

Orientation bibliographique

- Aron Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962
- Brzeziński Zbigniew, *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde (The Grand Chessboard: American Primacy and Its Geostrategic Imperatives)*, Paris, Bayard, 1997.
- Grandpierron Matthieu, Réveillard Christophe, « Perspectives inversées des contestations territoriales par la Chine », Grandpierron M., Réveillard C., *La frontière. Espace et limite*, coll. « Géopolitique du XXI^e siècle », Paris, SPM, 2024, p. 177-192.
- Herz John, *Political Realism and Political Idealism; A Study in Theories and Realities*, Chicago, University of Chicago Press, 1951
- Herz John, *International politics in the atomic age*, New York, Columbia University press, 1959.
- Laidi Ali, *La Chine ou le réveil du guerrier économique*, Arles, Actes Sud, 2023.
- Lee Jaemin, "The U.S. and its allies want to bring the entire chip supply chain in-house – and that could create an OPEC-style cartel for the digital age", *Fortune*, 28/03/2024, <https://fortune.com/asia/2024/03/28/chip-4-alliance-us-korea-japan-taiwan-semiconductors-china-opec-cartel-for-digital-age>.
- Little Richard (dir.), *The Balance of Power in International Relations*, coll. "Metaphors, Myths and Models", Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

9. Cit. in Gérard Chaliand, « Préface », Brzeziński Zbigniew, *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde* Paris, Fayard/Pluriel, 2023.

- Snyder Scott, « Russia's Invasion of Ukraine and Implications for the Korean Peninsula », *Council on Foreign Relations*, <https://www.cfr.org/blog/russias-invasion-ukraine-and-implications-korean-peninsula>
- Snyder Scott, *The United States–South Korea Alliance: Why It May Fail and Why It Must Not*, New York, Council on Foreign Relations Book, 2023
- Snyder Scott, *South Korea at the Crossroads: Autonomy and Alliance in an Era of Rival Powers*, New York, Council on Foreign Relations Book, 2020.
- Waltz Kenneth, *Theory of International Politics*, Long Grove, Waveland Pr Inc, 2010.
- “What is the Chip 4 alliance?”, *TRT World*, <https://www.trtworld.com/business/what-is-the-chip-4-alliance-59586>